

“Le syndical ? C’est nous !”

Menaces de faire sauter "l'outil de travail", comme à New Fabris ou Nordet ; occupations, séquestrations en série ; actions coup de poing contre les sièges sociaux d'entreprises… Tous ces débordements ont consisté à "intéger la contestation" en lui faisant emprunter les voies raisonnables de la négociation ou des itinéraires balisés et bon enfant des "grandes journées nationales ou d'action".

Bien sûr, quelques secrétaires CGT ou autres " *comprennent bien ces gestes désespérés* ". Évidemment, des délégués syndicaux ou des res-

pensables de CE se retrouvent au premier rang dans la bagarre (pour garder un pied dans la lutte, pour mieux gérer ou calmer " les gars",

parce qu'ils se laissent embarquer aussi…). Mais au niveau des ins-

tances nationales, comme on dit, ça hésite entre le silence gêné et

les condamnations plus ou moins explicites. Au printemps, toute

cette agitation pouvait encore servir pour une sorte de chantage à la

paix sociale : les responsables syndicaux ont mis la pression sur le

gouvernement sur le mode du " *vous devez lâcher du lest parce qu'on va pas pouvoir les tenir très longtemps* ". Mais le bordel

niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes " *ces actions radi-*

cales conduisaient à l'impasse " et qu'elles " *risquaient de discredit-*

er les luttes syndicales ".

On se retrouve alors avec les classiques tiraillements entre la base

et la direction des appareils syndicaux (voir entre la base et les syn-

dicaats tout court, comme à Caterpillar où des ouvriers en lutte ont

encercle la DTE pour empêcher leurs "délégués" de signer un

accord de fin de conflit). Mais au-delà, certains sites ne sont pas loin

de faire sécession, et publiquement en plus. C'est le cas par des

sections de la CGT du rail qui, depuis la grève de l'automne 2007, ne

font plus remonter leurs cotisations au niveau fédéral mais préfèrent

les utiliser pour se constituer une caisse de grève. Mi-juin, la CGT

avait adressé une *Lettre ouverte à Bernard Thibault* qui remet

explicitement en cause la stratégie des " *Journées de mobilisation*

à la base. […] *Des milliers de salariés en France attendent un appel*

à une action totale. Les manifestations encadrées dont les parcours

sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n'est à se faire plai-

sir et montrer qu'il y a encore des syndicats dans ce pays !!! Qui peut

croire un seul instant que manifester main dans la main, un samedi,

va permettre de mettre à genoux ce gouvernement !!!

immédiatement, le syndicat CGT Saint-Gobain d'Aubervilliers s'est

associé à cet appel, en dénonçant au passage l'évacuation violente,

par les filcs et les gros bras de la cégét', des sans-papiers qui occu-

paient la bourse du travail depuis le 2 mai 2008 (" *une action qui ne*

soulève chez nous que dégoût et honte de notre catégorie ").

Mi-août, un délégué CGT de Continental à Clairoux en remettait un

couche, déclarant sur France Info : " *Les Thibault et compagnie c'est*

juste bon qu'à trayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils

servent juste qu'à ça, toute cette racaille. […]]

On l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une inter-

view ou il cite le mot Continental… jamais !

2 juillet : les ouvriers de New Fabris (Châtelleraut) qui occupent l'usine depuis le 16 juin incendient une machine à l'occasion de la venue de Stéphane de Ribou, commissaire à la ré-industrialisation. Dix jours plus tard, ils mena-

gent et un actionnaire du groupe ICLC.

3 juillet : Eampes (Essonne) : une trentaine de personnes cagoulées dévali-

sent 9000 euros de marchandises hifi et informatique au supermarché Leclerc.

L'incident fait suite à l'interpellation, la veille, de 6 employés du magasin soup-

çonnés d'avoir laissé passer gratuitement certains produits au profit d'amis ou

de membres de leur famille. Dans le quartier, les policiers venus récupérer les

6 juillet : des grévistes d'Azur-Chimie à Port-de-Bouc séquestrent leurs diri-

geants et un actionnaire du groupe ICLC.

17 juillet : les salariés de New Fabris détruisent une neuvième machine.

18 juillet : Tonneins (Lot-et-Garonne) : les salariés de JLC obtiennent gain de

cause après avoir menacé de faire sauter l'usine avec des bombones de gaz.

19 juillet : Ales (Gard) : attaques incendiaires contre l'Apra et l'Anpe à

Rochebelle.

22 juillet : Blanzay (Saône-et-Loire) : séquestration de 4 cadres de Michelin

pour protester contre une sanction visant un salarié en CD). À Châteaufort

(Yvelines) : fin de la grève chez Nortel. Afin de se faire entendre, les salariés

avaient menacé le 14 juillet de faire sauter leur entreprise à l'aide de bombon-

nes de gaz. Ils ont obtenu des indemnités de 30 à 50000 euros. À Fos-sur-Mer

(Bouches-du-Rhône) : séquestration de cadres de LyondellBasell. Blocage de

l'entrée d'un autre site du groupe à Fos durant quelques heures. Ces salariés ont

également fermé les vannes d'une conduite d'éthylène desservant plusieurs usi-

nes pétrochimiques de la région.

23 juillet : des salariés de Servisat Cargo retiennent leur PDG et leur direc-

teur général à l'aéroport de Roissy. Trois jours après, quatre grévistes seront

assignés en référé au tribunal de Bobigny pour "séquestration", "blocus",

"trouble illicite" et "violence morale permanente".

5 août : heurts entre des vigiles et les salariés de l'entreprise Vignamark qui ten-

aient d'investir le siège social de leur employeur (Denchebourg). Un vigile

entra à l'hôtel.

6 août : Villenur-sur-Tarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le pro-

tège… et l'usine est fermée.

8 août : Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons

déboutent de la nourriture, de l'alcool et de des gadgets high-tech au supermarché

de Vilaineux. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direc-

tion des gendarmes. Sur l'île de La Réunion, un sabotage prive plus de 50 000

personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoit et

celle du Grand-Sud.

13 août : 6h du mat', évacuation de trois salariées à Legré-Mantre (au sud de

Marsaille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont

venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d'occuper leur lieu de

travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs

avaient découvert deux cocktails molotov à proximité de l'entrée de l'entre-

prise. " *Cette usine c'est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n'y a pas une famille*



qui n'a pas un de ses membres qui a travaillé ici. Ce matin, un déploiement de force, on aurait

dit à l'élysée où Sarkozy les avait invités. " *On n'accepte pas de passer pour des voyou.*

On n'a pas le voir, il n'a qu'à venir ici". Au même moment, malgré un accord de

fin de conflit signé par FO et la CGT, 80 grévistes de Toyota (Cnamag (Nord)

bloquent les entrées et les lignes de fabrication, histoire de continuer le mou-

vement et de réclamer le paiement des jours de grève.

18 avril : des pêcheurs bloquent les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne

et obtiennent une rallonge de 4 millions d'euros. Pour protester contre le "chô-

mage partiel de longue durée", 1000 salariés d'ArcelorMittal (sur les 2600 que

compte le site de Florange en Moselle) bloquent une gare de triage par laquelle

transitent les approvisionnements en acier.

Fin avril : occupation et blocage de l'usine LST Elcctronique, de la tuilerie

Monier-Lafarge à Seyssuel et de l'entreprise Lear (fabriquant de sièges auto pour

PSA). Usine bloquée, affrontements avec les vigiles à Auchel (Pas-de-Calais).

28 avril : Brest : des manifestants saccagent la permanence de l'UMP.

AVRIL : UN MOIS SOUS TENSION… Les actions se sont multipliées tout particu-

lièrement dans le secteur de l'énergie : lors de la journée de mobilisation à

9160 de gaz (passage en heures creuses en Bretagne, blocage du chantier du

réacteur EPR à Flamanville, de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, débanché-

ment du parc éolien de Morlaix et d'un radar automatique en Auvergne, cou-

ture de l'accord : un quelque chose qui trouve à s'ancre petit à

petit, matérielement : achetez un radé à plusieurs, mettez en com-

mun les primes pour une autre vie ensemble… Il y a cette propriété

du comité d'entreprise, le grand étang, avec sa maison de maître…

Le CE en ferait don à une association des anciens de Conti. Un lieu

où continuer à se capter, pour loger ceux et celles qui se retrouve-

nt le plus en galère et pour continuer à faire des chosesensem-

blées. On se prend à rêver que ça ne s'arrête jamais. Surtout on

entrevoit des possibilités réelles : des choses qui permettraient de

vivre ce rêve, des choses dont la valeur se jauge à l'aune de leur

partage et de leur circulation. Des choses qui n'ont pas de prix. Pas

même 50000 euros.

[1] Les "Contis" avaient laissée entendre qu'ils se rendaient à Aix-la-

Chapelle (Allemagne) pour manifester avec les syndicats allemands.

Une ruse qui a bien fonctionné.

Le 30 mai, un accord est trouvé entre les salariés de Clairoux et la

direction de Continental. Les salaires seront maintenus à 100%

jusqu'à octobre, puis à 75% jusqu'en 2014 sans compter la prime de

50000 euros qui a fait couler tant d'encre. On aurait pu en rester

là : mettre au rencard les amitiés nouvellement éprouvées, la

bagarre… tout aurait pu se résoudre par le vote. 50000 euros de

prime, c'est déjà un beau résultat au bout de deux mois et demi de

lutte. Mais la plus grande des victoires n'est sans doute pas là. Elle

consiste à voir avec les solidarités tissées (entre Contis et avec

Continental : lutte continue

La lutte s'est enclenchée le 11 mars avec l'annonce de la fermeture

du site en 2010, laissant sur le carreau 1120 salariés. Dès le lende-

main, le directeur est attaqué à coups d'œufs. 4 jours plus tard, à

Reims, œufs, chaussures et bouteilles sont lancés à la tête des diri-

geants du groupe, entraînant le report du comité d'entreprise. Puis

grève, piquets, blocages, manifs se succèdent, avec quelques coups

funambules… Le 21 avril, suite au refus du tribunal de Sarreguemines

d'annuler la procédure de fermeture, 500 ouvriers de Continental

ambiant rend aussi les grandes centrales de moins en moins crédibles

dans leur rôle "d'interlocuteurs responsables". Si bien que la CGT au

niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes " *ces actions radi-*

cales conduisaient à l'impasse " et qu'elles " *risquaient de discredit-*

er les luttes syndicales ".

On se retrouve alors avec les classiques tiraillements entre la base

et la direction des appareils syndicaux (voir entre la base et les syn-

dicaats tout court, comme à Caterpillar où des ouvriers en lutte ont

encercle la DTE pour empêcher leurs "délégués" de signer un

accord de fin de conflit). Mais au-delà, certains sites ne sont pas loin

de faire sécession, et publiquement en plus. C'est le cas par des

sections de la CGT du rail qui, depuis la grève de l'automne 2007, ne

font plus remonter leurs cotisations au niveau fédéral mais préfèrent

les utiliser pour se constituer une caisse de grève. Mi-juin, la CGT

avait adressé une *Lettre ouverte à Bernard Thibault* qui remet

explicitement en cause la stratégie des " *Journées de mobilisation*

à la base. […] *Des milliers de salariés en France attendent un appel*

à une action totale. Les manifestations encadrées dont les parcours

sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n'est à se faire plai-

sir et montrer qu'il y a encore des syndicats dans ce pays !!! Qui peut

croire un seul instant que manifester main dans la main, un samedi,

va permettre de mettre à genoux ce gouvernement !!!

immédiatement, le syndicat CGT Saint-Gobain d'Aubervilliers s'est

associé à cet appel, en dénonçant au passage l'évacuation violente,

par les filcs et les gros bras de la cégét', des sans-papiers qui occu-

paient la bourse du travail depuis le 2 mai 2008 (" *une action qui ne*

soulève chez nous que dégoût et honte de notre catégorie ").

Mi-août, un délégué CGT de Continental à Clairoux en remettait un

couche, déclarant sur France Info : " *Les Thibault et compagnie c'est*

juste bon qu'à trayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils

servent juste qu'à ça, toute cette racaille. […]]

On l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une inter-

view ou il cite le mot Continental… jamais !

